

# Trends économiques sous l'Empire romain tardif: un modèle comme le meilleur outil analytique

Hartmut G. Ziche

## Résumé

Le problème de l'analyse historique, opposée à la simple description historique, se pose pour tous les domaines de l'histoire. Traditionnellement la solution de ce problème a été un procédé inductif, la reconstruction d'une réalité historique à partir de données objectives et l'élaboration de conclusions analytiques sur cette base. Cette forme d'histoire pose des problèmes généraux parce que le passage de la description à la compréhension analytique n'est nullement automatique. Le problème se pose d'une façon encore plus aiguë en histoire ancienne où la limitation des 'données' rend la partie descriptive de l'induction assez aléatoire. Une solution à ce problème est un procédé déductif où la réalité historique est reconstruite à partir d'un schéma théorique générale: un modèle. Cet article traite quelques problèmes de cette modélisation, modèle universel et modèle spécifique, modèle quantitatif et non-quantitatif, ainsi que leur application à l'histoire ancienne, surtout économique. Sur l'exemple du développement économique de l'Empire romain tardif il discute les problèmes de sélection de facteurs pertinents pour la construction d'un modèle ainsi que le processus d'établissement d'interrelations logiques entre les facteurs retenus: l'objectif étant non seulement le contournement du problème des données mais surtout la présentation du modèle en histoire ancienne comme un outil analytique supérieur à l'induction.

## Mots clés

HISTOIRE ÉCONOMIQUE, MODÈLES ET MODÉLISATIONS EN HISTOIRE ANCIENNE, IDÉAL-TYPE, MODÈLES QUANTITATIFS ET NON-QUANTITATIFS

## 1) Problèmes spécifiques se posant à un historien économique de l'antiquité tardive

Les problèmes de reconstruction et d'analyse qui se posent aux historiens anciens ne sont pas qualitativement différents des problèmes que tous les historiens doivent affronter. Il s'agit notamment de la reconstruction d'une partie d'une réalité historique à base d'éléments "donnés" incomplets et souvent contradictoires. Pourtant cela est seulement la première partie du processus, car idéalement l'historien doit être capable d'interpréter cette description d'un fragment de la réalité historique: c'est à dire il doit le mettre en rapport avec d'autres éléments descriptifs d'un ensemble socio-économique complexe, ainsi que démontrer la logique des développements qui le produisent et qui en résultent. Un fait historique n'est donc jamais isolé, mais fait toujours partie d'une logique synchronique et diachronique. La description d'une partie d'une réalité historique – malgré les problèmes qu'elle pose à elle seule – n'a donc que peu de valeur, elle nécessite nécessairement une analyse qui la met en rapport avec son environnement.

Ces deux problèmes de la production d'histoire se posent pourtant d'une façon particulièrement aiguë à l'historien de l'antiquité (et d'avantage s'il s'intéresse aux questions socio-économiques et non seulement aux sujets de l'histoire politique).

Le problème de la reconstruction d'une partie de la réalité historique est rendu plus complexe par le fait que l'historien ancien dispose de beaucoup moins d'*evidence* que les historiens des époques modernes. En ce qui concerne des données quantifiées objectives le développement de la papyrologie a certainement permis d'augmenter leur quantité très considérablement: aujourd'hui l'historien dispose de reçus de paiement d'impôt, de documents détaillant la distribution de la propriété foncière d'une ville ou encore de comptes de grandes propriétés privées. Pourtant ce progrès incontestable ne change pas de façon radicale la situation, toutes ces données ne sont normalement pas suffisantes pour être organisées dans des séries qui montrent un développement dans le temps. Par exemple, même si la distribution de terres entre différentes catégories de citoyens est connue pour les villes égyptiennes d'Hermopolis et d'Antinoopolis dans les années 350 de n. è., cela ne dit *a priori* rien pour la situation une génération avant ou après. Si une série temporelle peut être établie à partir de données empiriques – comme par exemple dans le cas du prix de blé en Égypte (un cas privilégié qui s'explique par le fait que toute l'économie égyptienne tourne autour de l'exportation de blé) – elle reste susceptible de ne s'appliquer qu'à un endroit géographique précis. Pour continuer sur le même exemple, le développement du prix de blé à Alexandrie, c'est à dire le grand port de son exportation pour Rome ou Constantinople, ne peut pas nécessairement être utilisé comme indicateur pour le développement du prix des denrées alimentaires dans d'autres parties de l'Empire romain.

Les mêmes limitations s'imposent à l'utilisation de matériel épigraphique et archéologique – où surtout pour le deuxième cas l'historien moderne a pu profiter de progrès importants. Mais même si l'archéologie moderne ne s'intéresse plus à la 'chasse aux trésors', mais bien aux questions de développement économique ou social, il reste le problème que les résultats de fouilles peuvent bien établir une série de développements dans le temps pour un site donné, mais ils ne peuvent pas expliquer le développement d'une région, d'une province ou de l'Empire. Se décider concernant la représentativité des résultats obtenus d'un site reste souvent une décision *a priori*. Le problème d'application géographique se pose moins pour des *surveys* archéologiques – qui peuvent par échantillons couvrir par exemple une vallée entière – mais ce plus de contexte géographique entraîne nécessairement une perte de détails pour le développement diachronique.

L'historien de l'antiquité ne dispose par conséquent que de très peu de pièces d'un grand puzzle dont la plus grande partie est perdue. En outre, les pièces qui subsistent sont pour la plupart trop petites pour permettre des conclusions pertinents sur les pièces adjacents perdues.

Et encore, toutes les pièces constituant l'*evidence* dont l'historien dispose ne constituent pas une sélection due au hasard: s'il s'agit de témoignages contemporains – d'historiens ou d'autres membres de l'élite lettrée – ces fragments de la réalité historique appartiennent surtout aux domaines qui intéressaient cette élite, concernant par exemple plutôt l'histoire politique que l'histoire économique, et sont en outre soumis à l'interprétation (voire falsification) de leur transmetteurs. Le traitement d'écrits contemporains – histoires, panégyriques, homélies, correspondances plus ou moins privées, etc. –, surtout en ce qui concerne leur contenu en données quantifiées, mais aussi concernant des informations non-quantifiées, comme *evidence* objective est donc très problématique. Les historiens romains (et encore moins les auteurs de vie de saints) ont rarement l'habitude de spécifier leurs sources; ce qui signifie que l'historien moderne est souvent incapable d'évaluer la probabilité d'authenticité d'une information. Même si nous sommes peut-être tentés, en règle générale, de dire que les informations d'un historien sur des faits contemporains sont plus 'sûres' que sur les événements d'un siècle précédent, on peut tout aussi bien tenir le raisonnement contraire: pour les événements contemporains l'historien est plus influencé par son expérience personnelle et plus tenté de manipuler l'information d'une façon de la faire coller avec ses convictions personnelles.

Un problème similaire se pose aussi pour une autre source écrite de 'données', les informations contenues dans le *Code Théodosien* et *Justinien*. Mis à part le fait que les constitutions impériales ont été séparées de leur contexte historique original, découpées et re-assemblées par les compilateurs – ce qui rend souvent problématique leur datation et l'identification de leur champs d'application (générale ou régionale par exemple) – il n'est pas clair si une loi crée une réalité historique ou si elle reconnaît une réalité déjà établie. Les deux cas existent certainement – et aussi un troisième: l'essai sans succès de créer une réalité historique par la loi – mais il est difficile pour l'historien moderne, sans matériel comparatif qui puisse l'aider, de mettre en relation l'information contenue dans les *Codes* avec la réalité historique. Par conséquent aussi les écrits officiels de l'Empire romain ne sont pas plus objectifs que les opinions et les interprétations des contemporains.

Évidemment, les questions de disponibilité et de statut des données, supposées être objectives, se posent également pour les historiens d'époques plus modernes, mais étant donné le fait que l'historien de l'Empire romain dispose en général de moins d'informations potentiellement objectives, on pourrait penser qu'il se poserait plus volontairement la question d'alternatives possibles à la production d'une histoire inductive qui pose ses conclusions d'ordre général sur un assemblage d'*evidence* prétendument objective. Pourtant cela n'est pas le cas – ou en tout cas n'a pas été le cas pendant longtemps – les historiens anciens ont plutôt été remarquablement peu critique à l'égard de leurs sources<sup>1</sup> et du matériel qu'ils présentent comme *evidence*.

Par exemple, la plupart des discussions sur la richesse des sénateurs de l'Empire romain tardif font mention de deux documents, un fragment d'Olympiodore (fr. 41.1-2), qui groupe la classe sénatoriale en trois niveaux de richesse, et une vie de sainte (*Vie de Melania*), qui semble donner quelques indications sur la taille des propriétés foncières de l'élite et le nombre d'esclaves qu'ils employaient. Ces "documents" sont doublement séduisants parce que d'un côté ils donnent des informations quantifiées, d'un autre côté ils sont plus ou moins contemporains des "faits" qu'ils relatent. Et pourtant, dans le cas d'Olympiodore il ne s'agit que d'un fragment, et il n'est pas possible d'exclure, *a priori*, qu'il ne parlait peut-être que de l'élite des sénateurs de Rome, qu'on pouvait ensuite encore diviser en trois classe etc. Il est après tout plausible qu'un historien lu par l'élite ne parlait que des personnages qui "comptaient" dans la vie publique et qu'il avait intérêt à exagérer la splendeur de leur richesse. Dans le deuxième cas, il semble intéressant lors qu'on raconte la vie d'une sainte qui renonce à ses

---

<sup>1</sup> Finley (1985), p. 10, commente sur le fait qu'il y a un "widespread sentiment that anything written in Greek or Latin is somehow privileged, exempt from the normal canons of evaluation."

possessions matérielles d'exagérer celles-ci: plus elle était dite avoir abandonné de ses richesses, plus elle était sainte.

Bien que ces deux objections soient évidentes, les documents en question restent incontournables – grâce à leur simple existence et le fait qu'en histoire ancienne les documents sont plutôt rares. Il paraît souvent préférable en histoire ancienne, et curieusement aussi dans le sous-domaine de l'histoire économique, de manipuler et d'extrapoler les "données" – quantifiées si possible, mais aussi tout simplement impressionnistes – de ce qui est considéré comme des "sources", que de réfléchir sur des alternatives à l'histoire inductive et positiviste.

## 2) Modèles et modélisations dans le domaine de l'histoire ancienne

Nous avons vu qu'il est difficile d'écrire l'histoire ancienne, en particulier l'histoire économique, à partir de l'*evidence* objective, par exemple documents contemporains, matériel archéologique ou épigraphique: ce matériel quantifié ou quantifiable est trop fragmentaire pour permettre la reconstruction d'ensembles au-dessus d'un contexte strictement local et ponctuel dans le temps. Les sources écrites littéraires, pour la plupart non-quantifiées, s'intéressent souvent seulement à l'histoire politique ou des domaines qui intéressent directement l'élite intellectuelle, entre autres la conservation de leur prééminence sociale, établissement de réseaux entre membres d'élites ou encore des préoccupations intellectuelles.

Il paraît donc nécessaire – au moins pour des questions qui concernent des grands ensembles géographiques, des développements diachroniques ou des complexes socio-économiques étendues – de dépasser le stade d'une histoire positiviste traditionnelle. Au lieu de reconstruire l'histoire *bottom-up* il est intéressant de comparer avec les résultats qui donne une approche *top-down*. Ou pour revenir encore à l'image du puzzle, au lieu de réfléchir lesquels des quelques pièces qui survivent sont objectives, ou lesquels peuvent être interprétées, et comment ces pièces peuvent éventuellement être liées pour reconstruire l'ensemble, une approche alternative doit considérer, à partir d'un *set* de facteurs assez généraux mais pertinents ce que le puzzle pourrait représenter. Dans ce type de démarche ce n'est que dans un deuxième temps que l'historien a éventuellement recours aux données pour illustrer ou appuyer son modèle général d'une réalité historique complexe.

Pourtant, avant de considérer l'outil analytique du modèle propre il convient de regarder le concept voisin d'idéal-type de Max Weber – ne serait-ce que parce l'un de ces idéaux-types, la *cité des consommateurs* a donné lieu à beaucoup de débats en histoire ancienne<sup>2</sup>. L'idéal-type est d'une certaine façon une forme radicalisée du modèle, c'est à dire un *framework* théorique qui existe indépendamment de toute réalité historique<sup>3</sup>. Il permet de classer et d'analyser une réalité historique, mais il ne s'agit pas d'un outil proprement descriptif. Son intérêt est qu'il permet de comparer une situation historique avec un concept théorique préconçu. Cela permet d'un côté de mieux la comprendre – étant donné le fait que, si la comparaison est valable, les facteurs régissant une réalité historique doivent suivre un schéma d'interaction très similaire aux facteurs analogues de l'idéal-type; donc même si notre connaissance de la réalité historique est fragmentaire, nous pouvons faire des prédictions valables pour l'ensemble grâce à l'analogie de l'idéal-type. De l'autre côté le schéma de l'idéal-type permet également la comparaison entre différentes réalités historiques qui correspondent ou diffèrent plus ou moins d'un idéal-type de référence commun.

Un modèle par contre est toujours construit par référence à une réalité historique précise; il peut bien avoir un côté universel permettant également la description et donc l'analyse des situations historiques analogues, mais il est *a priori* un outil analytique et descriptif conçu pour un cas spécifique. Par exemple un modèle construit pour l'économie de l'Empire romain peut théoriquement décrire un autre système économique analogue. Si les facteurs pertinents qui constituent le modèle sont les

2 Pour l'importance de Max Weber voir par exemple Finley (1985), p. 88 s. La *cité des consommateurs* permet dans une certaine mesure de dépasser l'affrontement stérile en histoire économique du monde antique entre primitivistes et modernistes – représenté surtout par la controverse Bücher-Meyer – en proposant un concept théorique qui est indépendant d'une *evidence* qui se laisse interpréter dans les deux sens.

3 Weber ne donne pas une définition unique de l'idéal-type, mais on peut citer par exemple la définition suivante qui montre bien l'indépendance *a priori* de l'idéal-type par rapport à une réalité historique donnée: "Er [l'idéal-type] wird gewonnen durch einseitige Steigerung eines oder einiger Gesichtspunkte und durch Zusammenschluß einer Fülle von diffus und diskret, hier mehr, dort weniger, stellenweise gar nicht, vorhandenen Einzelercheinungen, die sich jenen einseitig herausgehobenen Gesichtspunkten fügen, zu einem in sich einheitlichen Gedanken bilde. In seiner begrifflichen Reinheit ist diese Gedankenbild nirgends in der Wirklichkeit empirisch vorfindbar, es ist eine Utopie, und für die historische Arbeit erwächst die Aufgabe, in jedem einzelnen Falle festzustellen, wie nahe oder wie fern die Wirklichkeit je nem Idealbilde steht..." (Weber (1968), p.191).

mêmes dans les deux cas il est logique que les relations qui s'établissent entre les facteurs sont aussi les mêmes. Le seul problème est de trouver un *set* de facteurs suffisamment précis pour permettre une analyse satisfaisante d'un ensemble complexe, mais également suffisamment universel et général pour s'appliquer à plus qu'un cas.

Un exemple pour la difficulté de cette double exigence est justement le modèle universel du développement historique de Marx. Le modèle est censé expliquer le développement socio-économique de n'importe quelle société, mais il s'avère que Marx lui même est amené à faire des modifications très importantes dans les facteurs constitutifs du modèle et leur interaction pour faire "coller" le modèle avec l'antiquité romaine<sup>4</sup>.

Rappelons les facteurs de base du modèle de Marx pour le développement historique: d'une part il y a la "dialectique des relations de production (*Produktionsverhältnisse*) et des forces de production (*Produktionskräfte*)" qui par leur interaction produisent un mode de production spécifique. Ce mode de production d'autre part détermine une organisation sociale et politique correspondante, une conséquence que Marx dans son modèle appelle "base/superstructure". Inhérente dans la définition des forces de production est leur croissance inévitable et automatique. Cette croissance produit une tension croissante dans la relation entre forces et relations de production qui finit par se résoudre par une réorganisation des relations de production. Cette réorganisation produit un nouvel équilibre temporaire entre forces et relations, donc un nouveau mode de travail qui détermine une organisation sociale et politique correspondante. Le modèle est parfaitement clos aucun facteur extérieur nouveau n'intervient, la dynamique des développements est parfaitement endogène. Ce caractère endogène des développements est séduisant parce que, par conséquent, le modèle devrait être universel et être applicable à n'importe quelle société dans n'importe quel contexte historique ou géographique.

Pourtant le traitement de l'antiquité grecque et romaine par Marx montre que malgré le fait qu'il ait choisi un nombre très limité de facteurs qui sont censés générer toute la dynamique du développement, ces facteurs mêmes sont spécifiques au mode de la production capitaliste pour lequel le modèle a été originalement conçu. Le problème principal du modèle dans le contexte de l'économie antique est la définition des forces de production comme soumises à une croissance constante et automatique. La fondation logique de cette prémisse est pourtant raisonnable comme facteur universel: les forces de production assurent la survie de l'humanité dans un contexte naturel par définition hostile. Leur croissance permet donc une meilleure maîtrise des forces de la nature, une maîtrise qui a son tour augmente le niveau de contrôle et d'exploitation souhaité qui donc stimule la croissance continue des forces de production.

Cette croissance automatique n'est pourtant pas apparente dans le mode de production que Marx définit comme dominant dans l'antiquité: le mode esclavagiste, et l'absence de ce facteur crucial du modèle entraîne dans sa suite des modifications importantes des autres facteurs et de leurs relations. Pour expliquer la non-croissance des forces de production Marx est amené à modifier le concept de base/superstructure qui sépare l'économie d'un côté et la société et le politique de l'autre; dans l'antiquité une contamination des deux domaines est inévitable. Une relation particulière entre propriété et citoyenneté – pour être citoyen il est nécessaire de remplir certaines qualifications de propriété et, vice-versa, pour posséder de la propriété il faut être citoyen – modifie les priorités de nécessité que les forces de production sont censées remplir. Dans un système où économie et société ne sont pas séparables, la priorité de l'activité économique est la reproduction des relations de production et donc des relations sociales existantes; c'est à dire les citoyens qui contrôlent les forces de production ont comme priorité le maintien de leur statut social plutôt qu'une exploitation accrue des ressources naturelles.

Cette priorité socio-politique de l'économie antique ne change pas fondamentalement avec l'universalité de la citoyenneté à partir du 3<sup>ème</sup> siècle de n. è. La production qui est contrôlée pour la plupart par des grands propriétaires reste soumise à la reproduction des bases matérielles de leur statut d'élite. Cette concentration de propriété a préalablement été encouragée par la relation particulière entre citoyenneté et propriété, la nécessité de maintenir le contrôle sur une propriété suffisante conduit à une compétition intense entre citoyens qui finit par exproprier un grand nombre.

Cette compétition de son côté est intensifiée par un autre facteur externe qui lui non plus ne figure pas dans le modèle original de Marx. Pour l'antiquité classique Marx insiste à plusieurs reprises sur sa particularité géographique, l'expansion géographique étant limitée en Méditerranée, la compétition pour les ressources économiques est renforcée. Ce facteur géographique externe explique le développement divergent du mode asiatique de production. Ici les limites géographiques sont moins contraignantes, ce qui conduit à une diffusion des concentrations de populations, donc à une diminution de compétition entre propriétaires privés, et à une société encore plus statique; c'est à dire

---

4 Voir Lekas (1988), surtout p. 77 s. pour une discussion exhaustive des analyses de l'antiquité de Marx.

les relations de production sont reproduites sans problèmes sur une échelle géographique plus étendue.

Pour finir il faut simplement concéder que le modèle “universel” du développement socio-économique ne l’est pas: les facteurs externes jouent un rôle dans son évolution, avec comme implication que par définition il ne peut pas s’appliquer à tout système socio-économique. De la même façon, les relations entre ses facteurs constituants, notamment l’organisation économique et l’organisation politique, ne sont pas invariables – le modèle original préconise la primauté invariable de l’économie – ce qui signifie qu’avec les mêmes bases socio-économiques de départ une société peut prendre des développements alternatifs.

Par conséquent les modèles spécifiquement conçus pour l’analyse et la description du développement socio-économique de l’Empire romain contiennent un nombre plus élevé de facteurs pertinents. Le résultat est qu’ils sont mieux adaptés à la spécificité de l’antiquité romaine, mais *a priori* ne peuvent probablement pas s’appliquer à d’autres contextes – sauf dans un contexte très général.

Les deux cas de modélisation générale que nous avons discutés jusqu’ici sont strictement non-quantifiés, c’est à dire que leur prédictions pour un développement diachronique, ainsi que leur prédictions pour les relations entre différents facteurs, ne sont pas numériques; Marx par exemple n’indique aucun pourcentage pour la croissance des forces de production qui forcerait une modification des relations de production. Les modèles de l’économie romaine par contre qui ont une application plus précise peuvent parfois se permettre de donner des valeurs quantifiées à certaines de leur prédictions.

Un exemple de cela est le modèle de Hopkins<sup>5</sup> pour l’économie et les finances du Haut Empire qui intègre la production agricole, la population, les impôts et le commerce dans un modèle général<sup>6</sup>. L’une des idées principales de ce modèle est que l’impôt est une fonction du PNB, et qu’un PNB minimum peut être calculé par la multiplication de la population avec un minimum de subsistance par personne, exprimé en kilogrammes d’équivalent blé par année (plus semence pour l’année suivante). Le grand avantage de ce choix de facteurs est que l’un parmi eux, le minimum de subsistance, est universel et ne dépend pas d’une documentation contemporaine fragmentaire et difficile à expliquer. Par conséquent, malgré le fait que les variables choisies pour le produit agricole (et donc le pourcentage qui doit être réutilisé en semence), la population, le prix du blé et le taux d’imposition, ne sont que des estimations plus ou moins plausibles, les calculs ont au moins une base objective qui impose certaines limites sur les marges d’erreur possibles. Pourtant les marges d’erreur restent potentiellement énormes – Hopkins envisage au moins théoriquement une population entre 30 et 120 millions<sup>7</sup> – et le modèle est de toutes façons seulement conçu pour donner des minima possibles: pour une approximation du “vrai” PNB il faut encore ajouter une population urbaine au moins partiellement employée dans des activités non-agricoles et un pourcentage de la population qui vit plus ou moins loin au-dessus du seuil de subsistance.

On peut se demander en effet quel est l’intérêt d’une quantification – qui est l’aspect le plus facilement attaquant d’un modèle de l’économie romaine – si de toute façon les résultats ne sont que de vagues ordres de grandeurs. La question se pose d’autant plus dans le cas présent, car pour d’autres aspects du modèle de Hopkins – relation entre impôts et rentes, entre impôts et échanges commerciaux – les résultats initiaux quantifiés ne constituent pas une base essentielle. Une quantification est intéressante seulement si les résultats peuvent ensuite être comparés avec ceux de modèles pour d’autres systèmes socio-économiques, car à lui seul un PNB minimum de HS 9 milliards par année n’est que très peu significatif.

Une exploitation comparée de plusieurs modèles quantitatifs se rencontre par exemple dans une étude de plusieurs systèmes pré-industriels par Goldsmith<sup>8</sup>. Pourtant, même dans une étude de ce type, l’utilité de la quantification est diminuée par les problèmes de comparaison: Goldsmith essaie de comparer à travers le calcul d’une production d’équivalent blé ou de grammes d’or par tête dans différents systèmes; pourtant, comme il l’admet lui même, ces catégories n’ont pas forcément la même valeur dans différentes sociétés.

---

5 Hopkins (1995/6).

6 Hopkins (1995/6), p. 41-44, donne en outre une justification de principe des procédés déductifs utilisés dans la construction d’un modèle en histoire ancienne et une présentation des bases théoriques d’un modèle pour l’économie romaine.

7 Hopkins (1995/6), p. 43: “So as a first approximation, we might guess that the total population of the Roman empire was between 30 million and 120 million people; and the more probable limits are much narrower.” Le chiffre utilisé dans le calcul est 60 millions.

8 Goldsmith (1987); son estimation d’un PNB de HS 20 milliards pour l’empire romain (p. 35), basé sur une moyenne de salaires annuels de HS 375, est compatible avec Hopkins, mais a le désavantage de ne pas être basée sur un facteur indépendant de la documentation contemporaine.

Finalement il semble donc qu'un modèle, spécifique à l'économie romaine, mais non-quantitatif, soit le plus adapté. Ne serait-ce que parce qu'il est moins facilement attaquant qu'un modèle quantitatif sans pour autant offrir une capacité analytique et explicative sensiblement moindre. Un exemple classique pour ce type de modèle a été proposé par Garnsey et Saller<sup>9</sup>. Le choix des facteurs pertinents pour la construction du modèle ne diffère au fond pas vraiment des facteurs dans le modèle quantifié de Hopkins: le modèle préconise une économie dominée par l'agriculture avec la majorité de la population près du seuil de subsistance. Il prend en considération également la prédominance idéologique de l'investissement foncier. Avec cet ensemble de facteurs le modèle prédit une économie à très faible croissance avec peu de tendance de diversification (dans le commerce et la manufacture surtout). Le modèle note également l'importance des impôts comme stimulus au développement des surplus dans ce type d'économie.

Tous cela peut paraître assez évident et de peu de valeur innovatrice, pourtant un tel *framework* interprétatif et analytique permet l'insertion et l'évaluation des quelques pièces d'information "objective" dont l'historien économique de l'Empire romain dispose. Il peut servir par exemple pour invalider la thèse d'un déclin de l'agriculture italienne au premier siècle de n. è. – basée entre autres sur l'opinion hostile de l'agronome Columelle concernant la viticulture, en la traitant comme une donnée objective – parce qu'il montre l'incompatibilité d'un déclin avec un système dominé par l'agriculture et l'investissement de l'élite dans l'agriculture.

### 3) Un modèle pour le développement économique de l'Empire romain tardif

La discussion précédente a essayé de montrer quelques problèmes généraux de la modélisation en histoire ancienne: applicabilité universelle du modèle contre choix d'un ensemble de facteurs spécifiques à un contexte historique donné, essai de quantification à partir de données approximatives contre prédiction de *trends* généraux. Dans cette dernière partie – dans un exemple concret – le processus du choix de facteurs pertinents et l'établissement de leur interrelation seront précisés.

Le choix des facteurs constitutifs du modèle est délicat parce que les facteurs doivent d'un côté être suffisamment précis pour permettre une description et une analyse détaillée du contexte historique, mais de l'autre côté suffisamment étendues pour permettre un niveau d'abstraction assez élevé; c'est précisément cette abstraction qui est la raison d'être du modèle parce qu'elle crée la simplification nécessaire à l'analyse. Donc un modèle construit de trop de "micro-facteurs" ne fera rien d'autre que de reproduire la description positiviste, sans pour autant permettre l'identification des *trends* généraux qui déterminent les développements diachroniques et les interactions synchroniques. Le problème vient du fait que le choix des facteurs se fait nécessairement d'une façon aprioristique – rappelons que le modèle fait référence à l'*evidence* seulement dans un deuxième temps, et plus pour des raisons d'illustration que de preuve. Pourtant le choix n'est pas complètement aléatoire, la compatibilité nécessaire entre différentes parties du modèle permet un contrôle constant des facteurs choisis et résulte éventuellement dans un changement des facteurs considérés pertinents. Un modèle d'un haut potentiel analytique nécessite le choix de facteurs pertinents; le modèle résultant permet par conséquent d'évaluer le bienfondé du choix des facteurs. En plus la sélection des facteurs peut se faire en plusieurs étapes: le choix d'un petit *set* de "macro-facteurs" sert à la construction d'un modèle des *trends* les plus généraux, ces *trends* généraux peuvent ensuite faire l'objet d'une modélisation qui implique nécessairement des facteurs plus précis et plus spécifiques.

Dans le cas d'un modèle pour l'économie de l'Empire romain tardif quatre macro-facteurs sont suffisants: la base économique, la politique de dépenses du gouvernement, la politique fiscale et le développement socio-économique de la société; les deux derniers éléments représentent des facteurs modérateurs. Les deux premiers facteurs sont visiblement interconnectés: le niveau des dépenses gouvernementales est nécessairement une fonction du développement de la base économique et ce développement économique dépend dans une large mesure de la politique de dépenses (stimulus pour produire les ressources essentielles pour le fonctionnement de l'État, mais également de l'utilisation des dépenses pour la création d'un milieu propice au développement économique et de l'intervention directe dans l'économie, de l'investissement et des "subventions"<sup>10</sup>).

---

9 Garnsey et Saller (1987).

10 Je pense ici au système des *annona*, l'organisation de la fourniture de denrées alimentaires pour l'armée et quelques villes de l'Empire. Si on veut penser dans des termes modernes, ce système subventionne la production de certaines denrées à certains endroits ainsi que leur transport aux consommateurs.

Les deux facteurs modérateurs conditionnent les relations entre *économie* et *État*. La politique fiscale, c'est à dire le niveau d'imposition, détermine d'un côté la qualité du stimulus sur l'économie, encourageant une augmentation de la production ou à l'envers décourageant la continuation d'une activité économique à rentabilité marginale, de l'autre côté la politique fiscale détermine le niveau et la qualité des dépenses de l'État (qui évidemment ont un *feed-back* sur le niveau des impôts que le gouvernement essaie d'imposer). Le développement socio-économique détermine également les interactions possibles entre les autres facteurs, et influence essentiellement le développement interne des autres macro-facteurs. Au niveau le plus évident le développement socio-économique influence le développement de l'économie et vice-versa (la relation réciproque que Marx reconnaît dans ses modèles pour l'antiquité): le choix et le niveau des productions dépendent largement de la distribution de la propriété, c'est à dire des marges de contrôle que différents secteurs de la population exercent, et des stratégies économiques des différents groupes; pourtant les développements qui en résultent modifient également la composition et les stratégies des acteurs économiques.

Le développement socio-économique conditionne également les choix politiques de l'État, ses priorités de dépenses et les formes de son intervention directe dans le développement économique. Encore plus significative, l'évolution des forces socio-économiques a un impact sur la politique fiscale que nous avons définie comme le deuxième facteur modérateur. L'administration des impôts nécessite un certain degré de coopération de ces forces, par conséquent le niveau général de l'imposition ainsi que sa redistribution sur différents groupes sociaux n'est pas sous le contrôle d'un État autonome – et encore une fois il y a un *feed-back* de la politique fiscale poursuivie sur le *make-up* socio-économique de l'Empire.

Il semble donc que le facteur *développement socio-économique de l'Empire* exerce le plus de contrôle réciproque sur les autres macro-facteurs. Par conséquent il est logique de définir des variables de départ d'abord pour ce facteur, et voir les résultats qu'elles donnent pour les autres facteurs – résultats qui doivent évidemment être compatibles avec des variables pour les autres facteurs qu'on pourrait choisir pour des raisons indépendantes. La primauté du développement socio-économique a l'avantage accessoire que ces développements sont les mieux documentés, c'est à dire les membres de l'élite lettrée ont peu à dire sur l'État et encore moins sur l'économie, mais beaucoup sur leur rapport avec ces deux entités ainsi qu'avec les autres groupes de la population.

Ce qu'on peut observer maintenant pour l'Empire romain tardif est une polarisation dans les développements socio-économiques, une polarisation dans le contrôle des ressources économiques entre l'élite et les autres, une polarisation dans le contrôle politique de l'Empire et même une polarisation dans les statuts juridiques et la protection judiciaire des différents groupes sociaux. Cette polarisation existe bien sûr depuis longtemps dans la société romaine, mais sous l'Empire tardif elle devient de plus en plus visible et déterminante. Les conséquences sur le développement des autres facteurs sont claires et peuvent pour la plupart être justifiées indépendamment: une élite économiquement et politiquement privilégiée peut assez facilement augmenter son emprise économique – au détriment de la non-élite croissante. Cette importance économique croissante assure une prédominance politique commensurée de l'élite qui, à son tour, garantit le renforcement des privilèges, et ainsi la continuation du processus de polarisation socio-économique. Le contrôle de l'État et de l'économie s'auto-renforce et détermine un développement économique (et politique) compatible.

Évidemment il y a plus de micro-facteurs dans l'évolution de chaque macro-facteur que ceux qui ont été mentionnés ici, mais ces facteurs peuvent être établis à partir des conséquences logiques, prédites par l'interaction des facteurs principaux. Leur compatibilité assure un modèle avec une haute capacité analytique.

## Bibliographie des ouvrages cités

Finley, M. I. (1985). *Ancient History. Evidence and Models*, Chatto & Windus, London.

Garnsey, P. et Saller, R. (1987). *The Roman Empire. Economy, society and culture*, Duckworth, London.

Goldsmith, R. W. (1987). *Premodern financial systems. A historical comparative study*, Cambridge University Press, Cambridge.

Hopkins, K. (1995/6). Rome, taxes, rents and trade, *KODAI Journal of Ancient History*, 6/7, p. 41 – 75.

Lekas, P. (1988). *Marx on classical antiquity. Problems of historical methodology*, Wheatsheaf Books, Sussex.

Weber, M. (1968). *Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre*, Winckelmann, J. (ed), J. C. B. Mohr <Paul Siebeck>, Tübingen.